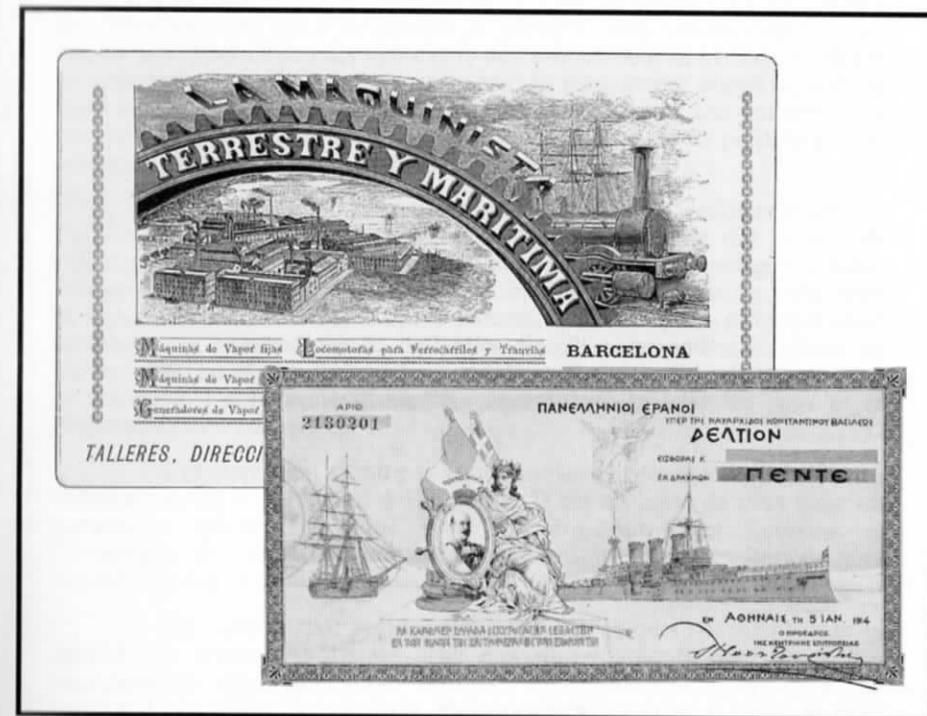


Crise espagnole et nouveau siècle en Méditerranée

*Politiques publiques et mutations structurelles
des économies dans l'Europe méditerranéenne
(fin XIX^e - début XX^e siècle)*

Actes du colloque de la Casa de Velázquez - Madrid, 25-27 mai 1998
sous la direction de
Gérard CHASTAGNARET



2000

Casa de Velázquez

Publications de l'Université de Provence

- Serrano Sanz, J.M.^a (1986): "La política arancelaria española al término de la primera guerra mundial: proteccionismo, Arancel Cambó y Tratados comerciales", en GARCIA DELGADO, J.L. (ed.) (1986): *La crisis de la Restauración. España entre la primera guerra mundial y la II República*, Siglo XXI, Madrid.
- (1987): *El viraje proteccionista en la Restauración. La política comercial española 1875-1895*, Siglo XXI, Madrid.
- (1991): "La Renta de aduanas en España (1849-1935)", in *Hacienda Pública Española*, n° 1/1991.
- (1997): "Sector exterior y desarrollo en la economía española contemporánea", in *Papeles de Economía*, n° 73.
- Serrano Sanz, J.M.^a, M.D. Gadea y M. Sabaté Sort (1998): "Tipo de cambio y protección. La peseta al margen del patrón oro 1883-1931", in *Revista de Historia Industrial*, n° 13.
- Serrano Sanz, J.M.^a y M. Sabaté Sort (sous presse): "La peseta en el 98", in *Estudios en homenaje a Profesor Jordi Nadal*.
- Velarde, J. (1983): "Flores de Lemus en 1906", *Investigaciones Económicas*, n° 21.

Le tournant protectionniste de 1887 et la métamorphose de la bourgeoisie italienne

Renato CAMURRI

Un tournant décisif de l'histoire italienne

L'importance de 1887 comme date clé des vicissitudes de l'Italie unie fut illustrée magistralement par Ernesto Ragionieri dans quelques pages de sa *Storia d'Italia*¹. En effet les chroniques politiques de cette année-là enregistrèrent, au plan intérieur comme en politique extérieure, une quantité d'événements importants que l'on a rarement eu l'occasion de voir dans l'histoire italienne postérieure à l'unification.

Le 29 juillet, Agostino Depretis, l'homme d'Etat qui depuis la "révolution parlementaire" de 1876 avait dominé la scène politique italienne, meurt². La période du *transformisme* entra ainsi, après une longue gestation et une brève préparation théorique, dans sa phase d'application pratique³. Ce passage fut marqué par l'ascension aux plus

1 Cf. Ernesto Ragionieri, "La storia politica e sociale", in *Storia d'Italia*. IV. *Dall'Unità ad oggi*, 3, Turin, 1976, p. 1743-1744.

2 Sur cette figure politique l'ouvrage de Giampiero Carrocci reste fondamental, *Agostino Depretis e la politica estera italiana dal 1876 al 1887*, Turin, 1956.

3 La littérature concernant le transformisme italien est très vaste. Nous nous contenterons de signaler : Alfredo Capone, *Destra e sinistra da Cavour a Crispi*, Turin, 1981, p. 382-400 ; Giulio Bollati, *L'Italiano. Il carattere nazionale come storia e come invenzione*, Turin, 1983, p. IX-XXII ; l'anthologie sous la direction de Giampiero Carrocci, *Il trasformismo dall'unità ad oggi*, Milan, 1992. En revanche, les auteurs suivants placent l'aventure du transformisme dans un cadre européen plus large d'union des "centres" des "partis virils moyens" qui dans les mêmes années, selon la théorie développée par le juriste suisse Johann Kaspar Bluntschli, intéresserait en plus de l'Italie, la France et son expérience de la "conjonction des centres". Ce sont les ouvrages de Paolo Pombeni, "Trasformismo e questione del partito. La politica italiana e il suo rapporto con la vicenda costituzionale europea", in *Id.* (sous la dir. de), *La trasformazione politica*

hauts sommets de la vie politique nationale de l'ex-Garibaldien d'origine sicilienne Francesco Crispi⁴. Déjà ministre de l'intérieur sous le dernier gouvernement présidé par Depretis, une fois devenu Président du Conseil, Crispi assumait aussi la responsabilité des départements de l'intérieur et des affaires étrangères, réunissant entre ses mains une part de pouvoir sans précédent dans l'histoire de l'Italie unie.

L'homme politique sicilien arriva au pouvoir à un moment particulièrement délicat. La période était marquée par une crise économique persistante, une situation précaire des finances publiques, une politisation accrue du mouvement ouvrier et paysan et par les difficultés de l'expédition militaire en Mer Rouge, culminant avec la défaite de Dogali. En outre, dans de larges secteurs de l'opinion publique, s'était répandu le sentiment qu'il fallait débloquent un système politique enlisé dans les sables mouvants des médiations incessantes sur lesquelles avait fonctionné la décennie de Depretis.

Pour la majorité de la bourgeoisie italienne, Crispi représentait l'homme qu'il fallait au moment qu'il fallait. Son passé patriotique, sa forte personnalité, son dévouement total à la monarchie représentèrent les meilleures garanties pour ces milieux politiques et économiques en quête d'un changement profond dans la vie publique nationale : un virage permettant de revitaliser l'administration publique et d'engager une nouvelle phase de politique étrangère qui devait inscrire l'Italie dans la course à l'impérialisme à laquelle participaient toutes les puissances européennes⁵.

Du reste, ce fut la question de la politique coloniale qui accéléra le déclin de Depretis⁶ mettant à découvert les forces, nées en grande partie de cette politique, qui allaient constituer l'ossature de la nouvelle coalition de 1887. Nous faisons allusion d'abord aux intérêts sidérurgiques et navals, favorables à une protection plus forte de la part de l'Etat et à une politique étrangère plus agressive, mais aussi à de vastes secteurs de la propriété terrienne frappée, dès le début des années 1880, par la crise agraire. De la convergence de ces forces émergea donc un front dans lequel, souvent par delà les clivages parlementaires, se rencontraient les *gruppi cantieristici*, secteurs de l'industrie lourde, groupes directement liés

nell'Europa liberale 1870-1890, Bologne, 1986, p. 216-254 ; et de Fulvio Cammarano, *Il progresso moderato. Un'opposizione liberale nella svolta dell'Italia crispina (1887-1892)*, Bologne, 1990, p. 30-34.

4 Sur Crispi (Ribera 1818 - Naples 1901) une biographie complète fait encore défaut. Le guide le plus digne de foi pour cerner cette figure imposante reste l'article de Fausto Fonzi, *Dizionario biografico degli Italiani*, vol. 30, Rome, 1984, p. 779-799, qui présente une riche bibliographie. Cette lacune est aujourd'hui au moins en partie comblée par l'ouvrage de Daniela Adorni, *Francesco Crispi. Un progetto di governo*, Florence, 1999.

5 La seule étude d'ensemble sur la politique extérieure de Crispi reste celle de Renato Mori, *La politica estera di Francesco Crispi (1887-1901)*, Rome, 1973.

6 Ceci est l'avis de G. Carrocci, *Agostino Depretis*, op. cit., p. 597.

au monde bancaire et financier, colonialistes, propriétaires terriens ; un front très bariolé mais destiné rapidement à acquérir une physionomie bien plus précise.

Comme l'a remarqué fort opportunément Raffaele Romanelli, l'implosion des oppositions survenue en 1887 "est quelque chose qui va plus loin qu'une simple manœuvre *transformiste* et révèle encore une fois la forte solidarité de la classe politique italienne, destinée à recréer périodiquement un 'bloc historique' entre les différentes classes dominantes des régions du pays"⁷. Dans notre cas particulier le ciment de cette opération, destinée à changer la géographie politique du parlement, fut le choix protectionniste qui, au-delà de ses aspects purement économiques, représenta sans aucun doute l'aboutissement d'un long débat, commencé après l'unification, sur le rôle de l'Etat dans l'économie.

Le "phénomène Crispi"

Quel est, au fait, le profil de Francesco Crispi, l'homme d'Etat qui selon Antonio Gramsci donna "une vraie poussée vers l'avant à la nouvelle société italienne" et fut le "vrai représentant de la nouvelle bourgeoisie"⁸ ? Sa figure et plus encore son projet de gouvernement ont suscité ces dernières années un intérêt renouvelé et font encore l'objet de larges recherches. En raison de l'abondance de la production historiographique, notre réponse se limitera à une synthèse des points désormais largement reconnus.

Il est indubitable que les textes de Gramsci ont fourni à de nombreux chercheurs le point de départ pour esquisser un portrait de l'homme d'Etat sicilien et de son œuvre. Il est vrai que, sous bien des aspects, Crispi représenta un élément de nouveauté dans le paysage politique italien de la seconde partie du XIX^e siècle. Toutefois, il est tout aussi vrai que, à côté de son style oratoire, de son recours à des procédés de propagande pour entrer en contact direct avec la nation, de sa faculté à entretenir le culte des souvenirs patriotiques - éléments qui permirent à l'historiographie nationaliste et fasciste d'en faire un « précurseur »⁹ du régime du même nom - sa personne réunit d'autres éléments qui en font un homme pleinement inséré dans la tradition de sa période. Avant tout, il possédait la formation culturelle typique des démocrates italiens, fortement ancrée dans une foi dans le progrès et dans la science, imprégnée de laïcisme et d'anticléricalisme, liée au mythe des Lumières sur la fonction éducative et moralisatrice des lois - aspect très bien mis en valeur dans les

7 Cf. Raffaele Romanelli, "Francesco Crispi e la riforma dello stato nella svolta del 1887", in *Quaderni Storici*, 18 (1971), maintenant dans *Id.*, *Il comando impossibile. Stato e società nell'Italia liberale*, Bologne, 1988, p. 216.

8 Antonio Gramsci, *Il Risorgimento*, Turin, 1949, p. 76.

9 Voir à ce sujet F. Bonini, *Francesco Crispi e l'unità*, op. cit., p. 181-212.

textes anciens mais toujours valables d'Arturo Carlo Jemolo¹⁰ –, liée aussi à l'idée, d'origine jacobine, du primat du politique sur la société civile et donc de la nécessité que cette dernière soit guidée depuis le sommet et le centre, tâche du pouvoir exécutif.

Issu d'une famille de bourgeoisie commerciale d'origine albanaise, Crispi accéda tardivement aux sommets du pouvoir. Son long apprentissage politique fut surtout marqué par sa participation d'adolescent à la révolution sicilienne de 1848-49 et par son expérience garibaldienne¹¹. Premier homme politique méridional à accéder à la Présidence du Conseil¹², franc-maçon, en relation étroite avec le grand maître Adriano Lemmi¹³, il unit à sa vocation naturelle pour la conspiration une profonde passion pour le droit et les questions administratives provenant de sa formation de juriste et de sa profession d'avocat.

Il n'est pas difficile de retrouver le reflet de ces aspects dans deux points forts de sa pensée politique : l'idée de populariser la monarchie en élargissant les bases du consensus au système et l'"obsession" – terme dû aussi à Gramsci – unitaire, d'une défense solide de l'unité politico-territoriale du pays. Ce sont bien ces idées fortes qui caractérisent le mieux son expérience de gouvernement et qui trouvent une réalisation dans une double action visant d'un côté à obtenir, par une forte intervention pédagogique, la nationalisation des masses – en fait le dépassement des graves clivages qui après l'unification avaient éloigné toujours plus le "pays réel" du "pays légal" – et d'un autre parallèlement de renforcer l'Etat bourgeois. Par rapport à ces deux pôles de l'expérience Crispi, l'historiographie italienne a produit jusqu'à ce jour une quantité considérable de recherches, en privilégiant largement les aspects liés à l'œuvre réformatrice au détriment de l'action visant à fonder cette religion civile qui manquait depuis toujours à l'Italie.

L'œuvre de nationalisation avait fait l'objet de quelques heureuses intuitions de Silvio Lanaro qui attribua à Crispi – présenté comme le seul homme politique du XIX^e siècle italien doué d'un charisme de leader – "une intuition infaillible pour la force d'entraînement des mythes"¹⁴, mais elle a trouvé un seul développement plus analytique dans

un important essai d'Umberto Levra consacré à la nouvelle élaboration du mythe du Risorgimento¹⁵, utilisé par l'homme d'Etat sicilien comme sa réserve favorite où trouver les outils rhétoriques et symboliques lui permettant de renforcer la faible identité nationale.

En revanche, le bilan concernant les réformes de Crispi est très différent. Le mérite de cette "redécouverte" revient à Romanelli¹⁶ qui le premier, en reprenant à vrai dire quelques-unes des idées intéressantes d'Alberto Caracciolo et d'Ernesto Ragionieri¹⁷, considéra les lois de Crispi dans le cadre de l'histoire des institutions italiennes comme une étape décisive et conclusive du régime mis en place par l'unification administrative de 1865. Avec Crispi, la structure administrative de l'Etat italien fut donc complétée et acquit une physionomie qui dans certains cas ne connut pas de modifications substantielles jusqu'au fascisme.

Vu sous cet angle, l'ensemble des réformes crispines représenta selon Romanelli le point de passage entre deux cycles historiques : d'un côté "celui du régime libéral restreint, de l'autre celui qui contient la naissance et la mort d'une descendance démocratique du premier"¹⁸. Mais une autre observation contenue dans cet article mérite d'être reprise. C'est celle qui donne la clé permettant d'interpréter l'expérience de gouvernement de Crispi dans la relation étroite entre les programmes politico-administratifs et le choix protectionniste mis en œuvre en 1887 : le programme de réformes ne serait rien d'autre que le fruit d'un pacte de fer entre les divers groupes économiques et financiers dominants qui demandaient l'introduction de nouveaux tarifs douaniers. Alors que cette hypothèse interprétative – qui sera la toile de fond de notre contribution – n'a pas trouvé d'autres développements par la suite, il est indéniable que la portée des réformes crispines fut telle qu'elles attirèrent vers elles la plus grande partie des recherches consacrées à cette période de l'histoire italienne¹⁹.

10 Cf. Arturo Carlo Jemolo, *Crispi*, Florence, 1972, p. 51-53.

11 Sur le "garibaldisme" de Crispi, cf. F. Bonini, *Francesco Crispi*, op. cit., p. 19-52.

12 Ses origines régionales ont été commentées ainsi : "si pour aucun des hommes d'Etat de la Tierce Italie on ne peut sous-estimer l'origine régionale, pour Crispi celle-ci joua un rôle très complexe, par la diversité des forces sociales et politiques qu'il réussit à mobiliser autour de son programme de gouvernement". Cf. E. Ragionieri, "La storia politica e sociale", in *Storia d'Italia*, op. cit., p. 1754.

13 C'est l'importance de ce lien que Fausto Fonzi a très justement mis en relief dans, "La trasformazione dell'organizzazione politica nell'età crispina", in AA.VV., *Problemi istituzionali e riforme nell'età crispina*. Atti del LV congresso di storia del Risorgimento italiano (Sorrento, 6-9 dicembre 1990), Rome, 1992, p. 55-56.

14 Silvio Lanaro, *L'Italia nuova. Identità e sviluppo 1861-1988*, Turin, 1988, p. 152-153.

15 Umberto Levra, *Fare gli italiani. Memoria e celebrazioni del Risorgimento*, Turin, 1992, p. 301-368. Sur l'engagement intense de Crispi dans la célébration des manifestations patriotiques et dans la réalisation des monuments dédiés aux "héros" du Risorgimento, cf. Bruno Tobia, *Una patria per gli italiani*, Bari, 1991, p. 143-148.

16 R. Romanelli, *Francesco Crispi e la riforma dello stato nella svolta del 1887*, op. cit.

17 Nous nous référons aux ouvrages classiques d'Alberto Caracciolo, *Stato e società civile. Problemi dell'unificazione italiana*, Turin, 1960 et à Ernesto Ragionieri, "Accentramento e autonomie nella storia dell'Italia unita", in *La Regione*, I (1963), maintenant dans *Politica e amministrazione nella storia d'Italia unita*, Rome, 1979, spécialement p. 172-174.

18 Cf. R. Romanelli, *Francesco Crispi e la riforma dello stato nella svolta del 1887*, op. cit., p. 207-208.

19 Nous faisons référence aux quatre volumes publiés sous la direction de l'Istituto par la Scienza Amministrazione Pubblica intitulés *Le riforme crispine*, Milan, 1990 et aux Actes du LV Congresso di storia del Risorgimento, *Problemi istituzionali e riforme crispine nell'età crispina*, op. cit.

Mais quels ont été les éléments les plus significatifs de ce programme législatif, marqué par une forte augmentation des prérogatives de l'exécutif, et fort à propos rebaptisé comme "seconde unification administrative"²⁰ ? Il nous faut tout de suite préciser que l'intervention réformatrice toucha les principaux secteurs de la législation et de l'administration de l'Etat – à la seule exception de l'école – et laissa des marques profondes sur le système juridique italien par l'introduction de normes restées en vigueur jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

L'objectif de Crispi de renforcer l'exécutif, en affirmant son principe d'auto-organisation en dehors du contrôle parlementaire, fut clair avec la loi du 12 février 1888 sur la réorganisation de l'administration centrale qui étendait le pouvoir discrétionnaire du gouvernement dans la fixation, par décret royal ainsi que par voie législative, du nombre des ministères, de leur organisation interne et qui créait la fonction de sous-secrétaires d'Etat en remplacement des secrétaires généraux²¹.

Dans cette première loi, le caractère qui marqua de façon indélébile toute l'œuvre réformatrice de Crispi apparaît déjà clairement : la présence tout à la fois d'un élan vers la modernisation et d'un centrage autoritaire typique de l'Etat bourgeois. Nous retrouvons par exemple cela dans la loi sanitaire du 22 décembre 1888 créant la Direction générale de la Santé publique auprès du ministère de l'intérieur, et introduisant la fonction de médecin du service de santé, de vétérinaire provincial et d'officier sanitaire municipal, rattachés au maire.

Quelques jours après la promulgation de la loi sanitaire, le 30 décembre 1888, la nouvelle loi communale et provinciale fut approuvée. Il s'agit là sans aucun doute de l'apport législatif le plus important de Crispi, celui qui incarnait le mieux la globalité de sa réforme de l'Etat. Les innovations les plus significatives concernent le caractère public des sessions des conseils municipaux, l'éligibilité du maire dans les communes chefs-lieux de provinces ou de plus de dix mille habitants, l'extension du suffrage administratif à tous les citoyens mâles ayant vingt-et-un ans révolus, sachant lire et écrire et ne payant pas moins de 5 liras de taxes communales par an.

La même réforme comportait en outre quelques dispositions importantes relatives à l'institution d'une *Giunta Provinciale Amministrativa*, présidée par le Préfet et composée de deux *Consiglieri di Prefettura* et de quatre membres élus par le *Consiglio Provinciale*. En pratique, cet organisme assumait toutes les fonctions de contrôle propres à la *Deputazione Provinciale*, qui cessait d'être présidée par le Préfet.

20 Cf. Piero Aimo, "La 'seconda unificazione amministrativa' (1888-1890)", in *Amministrare*, 1986, p. 304-316, mais du même auteur on consultera aussi *Stato e poteri locali in Italia 1848-1995*, Rome, 1997, p. 61-69.

21 Pour une analyse plus approfondie de cette délicate transformation législative, cf. Ettore Rotelli, *La Presidenza del Consiglio dei Ministri*, Milan, 1972, p. 144 sq.

Un autre changement législatif important fut l'approbation du nouveau code pénal, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1890 et remplacé par le code Rocco seulement en 1930, duquel se détachent quelques éléments de caractère libéral. Ce code abolit la peine de mort, frappa les "abus" du clergé, introduisit des garanties de procédure majeures, reconnut le droit de grève mais en limita l'exercice par l'utilisation étendue des concepts de violence et de menace²². Comme contrepartie à ces éléments novateurs, d'autres dispositions criminalisèrent les dissensions politiques en introduisant de nouveaux cas de délit comme l'outrage aux institutions, la propagande anarchiste et socialiste, l'incitation à la haine de classe.

Dans le contexte du nouveau code pénal, la nouvelle loi de sécurité publique fut aussi promulguée le même jour. Ce texte complétait parfaitement le premier dans son organisation de fond et demeura en vigueur jusqu'en 1926. Son contenu le plus significatif était la fonction de répression préventive contre les "classes dangereuses", où transparaissait l'application de la mesure d'assignation à résidence utilisée soit contre la liberté d'opinion, soit contre les manifestations publiques et dont le contrôle était confié à une police dotée de pouvoirs renforcés.

La dernière des grandes réformes de Crispi, approuvée le 17 juillet 1890, concernait les institutions publiques de bienfaisance. Cette disposition transféra à l'Etat la gestion de l'assistance publique jusque là du domaine des interventions épisodiques de la charité privée et surtout religieuse. Par le biais de la laïcisation des biens ecclésiastiques ou contrôlés par le clergé, la loi, au milieu des polémiques soulevées par les modérés et les catholiques, établit que toutes les œuvres pies seraient concentrées dans les congrégations caritatives communales, institutions administrées par des personnes élues par les conseillers municipaux, excluant ainsi les ecclésiastiques et portant donc atteinte à l'un des principaux points d'ancrage du pouvoir clérical.

Globalement, il s'agissait d'un effort réformateur de grande envergure dans lequel on entrevoit, comme nous l'avons déjà souligné²³, la combinaison de deux tendances différentes : extension de la participation des citoyens à la vie politique (par le développement des autonomies locales et du suffrage administratif) et augmentation des normes et des contrôles de la part de l'Etat. En pratique, par un système de poids et de contrepoids – où l'on voit de façon évidente un mélange d'autoritarisme et de réformisme – les possibilités de participation augmentèrent par le bas, mais les contrôles s'exacerbèrent par le haut.

22 Cf. Guido Neppi Modona, *Sciopero, potere e magistratura 1870-1922*, Bari, 1979, p. 3-70.

23 R. Romanelli, *Francesco Crispi e la riforma dello stato*, op. cit., p. 263-265 ; E. Ragionieri, "La storia politica e sociale" in *Storia d'Italia dall'unità ad oggi*, op. cit., p. 1767 ; et Umberto Levra, "Età crispiana e crisi di fine secolo", in Fabio Levi - Umberto Levra - Nicola Tranfaglia (dir.), *Il mondo contemporaneo. Storia d'Italia* 1, Florence, 1978, p. 315.

Au sein de ce grand processus de transformation de la politique et de la société italiennes coïncidant avec l'affirmation du "phénomène Crispi"²⁴, deux autres raisons ont contribué à faire de 1887 une année clé dans l'histoire de l'Italie unifiée. La première réside dans le début de la politique colonialiste survenue après la défaite de Dogali, politique qui au sein des nouveaux accords proposés dans le cadre de la Triple Alliance, prit une tournure vivement anti-française et donna à l'Italie un rôle de charnière entre l'Autriche, l'Allemagne et l'Angleterre²⁵.

La seconde raison, étroitement liée à la première – Emilio Sereni a mis en évidence de quel poids pesa le traumatisme de Dogali sur l'adoption des tarifs²⁶ – est le virage protectionniste. Crispi agit donc simultanément dans plusieurs directions : renforcement de l'Etat bourgeois, centralisme de la politique étrangère vue comme outil non seulement d'expansion en Méditerranée et d'accroissement du prestige national mais aussi comme expression d'un petit réseau précis d'intérêts économiques liés à la perspective coloniale et finalement à l'introduction des tarifs protectionniste. Il réussit ainsi à rassembler autour de lui le plus vaste arsenal de forces jamais réalisé par un gouvernement italien depuis l'unité.

Alessandro Rossi : "le type le plus parfait de l'industriel italien"

Sur le sens et les conséquences du choix protectionniste, une interprétation historiographique influente a désormais pris corps. Elle désigne unanimement l'entrepreneur vénitien Alessandro Rossi comme le premier protagoniste, soit sur le terrain parlementaire soit dans le champ extra-parlementaire, de cette complexe et délicate opération.

Étrange, et sous certains aspects incompréhensible, tel est le destin de celui que l'on peut considérer comme l'industriel italien le plus perspicace et le plus influent des soixante premières années de la vie unitaire italienne ; celui qui aux yeux de ses contemporains incarne mieux que quiconque les caractéristiques du capitaliste moderne²⁷.

24 L'expression rappelle le titre d'un article de Cesare Lombroso publié dans la revue *Germinal* et plus tard dans un opuscule : Cesare Lombroso, *Il fenomeno Crispi*, Turin, 1898. Sur Crispi comme interprète de la tendance au césarisme typique de la société italienne voir les réflexions très pertinentes de Luisa Mangoni, *Una crisi fine secolo. La cultura italiana e la Francia fra Otto e Novecento*, Turin, p. 178-203.

25 Cf. Nicola Labanca, *In marcia verso Adua*, Turin, 1993, p. 47-65.

26 Cf. Emilio Sereni, *Capitalismo e mercato nazionale in Italia*, Rome, 1974, p. 131-136.

27 Ce fut le Vénitien Luigi Luzzatti – professeur de droit constitutionnel, représentant éminent des "socialistes de la chaire" italiens, député au long cours, plusieurs fois ministre, président du Conseil de mars 1910 à mars 1911 – qui dans une lettre du 3 novembre 1868, le définit comme "le type le plus parfait de l'industriel italien". Cf. Luigi Luzzatti, *Memorie*, II, Bologne, 1935, p. 31.

Arraché à un oubli immérité et incompréhensible qui, jusqu'à la "découverte" initiale de Luciano Cafagna²⁸ et aux études pionnières de Silvio Lanaro et de Luciano Avagliano²⁹, avait entouré son personnage, étudié au cours des années 70 et jusqu'au milieu de la décennie suivante³⁰, Rossi³¹ paraît destiné à retourner dans cette zone d'ombre où finissent souvent les personnages dérangeants, les "irréguliers" difficilement classables dans les catégories traditionnelles de la culture politique ou économique, et encore plus difficiles à cataloguer dans les différentes familles politiques de l'Italie libérale. Au cours de sa longue expérience politique, Rossi suivit sans cesse un dessein personnel lui permettant de se mouvoir dans le milieu parlementaire avec une liberté qui souvent confinait au manque de scrupule.

Voici ce que sa première biographe écrivit à ce sujet :

"Il estima beaucoup Depretis et, après, il admira beaucoup Francesco Crispi ; et il siégea aussi à la Chambre aux côtés de Quintino Sella, il n'en approuva pas la "loi sur la mouture" (legge sul macinato) ; il fut d'accord avec Cairoli sur la nécessité du suffrage universel ; en même temps que Spaventa il combattit la politique de lutte à outrance contre les interventions

28 Voir Luciano Cafagna (dir.), *Il Nord nella storia d'Italia. Antologia politica dell'Italia industriale*, Bari, 1962, p. 173-196 et 223-253.

29 Nous renvoyons à Silvio Lanaro, "Nazionalismo e ideologia nel blocco corporativo e protezionista in Italia", in *Ideologie*, 2 (1967), p. 36-93 ; Lucio Avagliano, *Alessandro Rossi e le origini dell'Italia industriale*, Naples, 1970 ; Silvio Lanaro, "Mercantilismo agrario e formazione del capitale nel pensiero di Alessandro Rossi", in *Quaderni storici*, 16 (1971), p. 48-156.

30 En nous limitant, naturellement, aux travaux les plus significatifs, signalons : Emilio Franzina, "Alle origini dell'Italia industriale : ideologia e impresa in A. Rossi", in *Classe*, IV (1971), p. 179-231 ; Guido Baglioni, *L'ideologia della borghesia industriale nell'Italia liberale*, Turin, 1974, p. 232-308 ; Silvio Lanaro, *Società e ideologie nel Veneto rurale (1866-1898)*, Rome, 1976, p. 41-93 ; *Id.*, "Genealogia di un modello", in *Storia d'Italia. Le Regioni dall'unità ad oggi. Il Veneto* (a cura di *Id.*), Turin, 1984, p. 5-96 ; Giovanni Luigi Fontana, *Schio e Alessandro Rossi. Imprenditorialità, politica, cultura e paesaggi sociali del secondo Ottocento*, Rome, 1985, œuvre qui a effectivement clos la période des études consacrées à l'entrepreneur textile.

31 Alessandro Rossi (Schio, Vicenza 1819-1898), qui avait commencé une formation humaniste au séminaire de Vicence, se mit à travailler comme ouvrier dans l'usine paternelle et seconda son père dans la direction de l'entreprise trois ans plus tard. Il étudia les classiques de l'économie et voyagea beaucoup (Angleterre, France et Belgique), visitant les entreprises les plus importantes et les plus avancées technologiquement tout en améliorant sa formation culturelle (à Paris il se rapprocha du saint-simonisme et des théories de Prosper Enfantin). Rentré en Italie à la fin de ce grand tour, il se consacra au développement des entreprises familiales qui représentaient la plus grande société anonyme italienne à la fin des années 70. En même temps, il se lança dans un travail intense pour édifier une idéologie de l'industrialisation et jouer le rôle de leader du bloc des protectionnistes industriels et agraires qu'il représenta aussi dans les hémicycles parlementaires où il entra pour la première fois en 1866 quand il fut élu député et abandonna quatre ans plus tard quand il fut nommé sénateur.

de l'Eglise dans l'Etat, mais il approuva néanmoins la loi de Mancini, qui était pourtant de gauche, contre les abus du clergé ; il admira Zanardelli dans sa lutte sans merci pour l'indépendance de la magistrature, mais il réprouva vivement Nicotera quand il dissout les sociétés ouvrières et interdit les meetings. Lui qui avait écrit : "la fidélité indéfectible aux principes moraux qui sous-tendent les concepts politiques, n'interdit pas de modifier les systèmes en fonction de la nécessité des temps qui arrivent à maturité et poussent à se mettre à jour" réprouva cependant le « transformisme » de Depretis en 1882, apportant le secours de son expérience à Zanardelli, Baccharini, Cairoli.

Monarchiste et catholique pratiquant, Alessandro Rossi estima et honora pourtant Agostino Bertani et Benedetto Cairoli ; il admira Adolphe Thiers et Léon Gambetta. Opportuniste en toutes choses, tout en louant la perfection fédérative du gouvernement des Etats-Unis, il critiqua vertement le fédéralisme intempestif de Cattaneo et de Ferrari. Mais un fait apparaît clairement tout au long de la vie parlementaire d'Alessandro Rossi : quelles que soient les lois qu'il ait proposées ou combattues, défendues ou soutenues, rejetées ou acceptées par le Parlement, qu'il s'agisse du cours forcé ou de la "taxe sur la mouture", de l'équilibre du bilan ou des chemins de fer, de la marine marchande ou des écoles italiennes à l'étranger, des armements ou des colonies, il avait toujours présent à la pensée la partie la plus dense et la plus importante de la nation : le peuple des travailleurs. Malgré cela il s'opposa au socialisme autant que cela lui fut possible. Ainsi, il le combattit avec l'arme la plus inattendue du système ; celle d'aller en personne, lui industriel et patron, à la rencontre des besoins et du progrès du peuple³².

Il n'est pas surprenant donc que le récent centenaire de sa mort n'ait suscité que peu d'intérêt autour de son image³³. Or le rôle du sénateur de Vicence qui à cette époque dirigeait un empire économique parmi les plus grands sur le sol italien³⁴, apparaît significatif pour deux types de

32 Ferruccia Cappi Bentivegna, *Alessandro Rossi e i suoi tempi*, Florence, 1955, p. 177.

33 A part les célébrations officielles en son honneur par la ville de Schio, on ne peut citer que la journée d'études *Alessandro Rossi e l'industrializzazione europea*, tenue à Schio et à Vicence le 12 décembre 1998. Dans le domaine des publications, les seules initiatives d'une certaine valeur portent encore la signature d'Avagliano, auteur de *Il cuore del capitalismo americano. Filantropia, università e lo sviluppo industriale degli Stati Uniti*, Milan, 1998, ad indicem, où figurent de fréquents rappels de l'américanisme de Rossi, mais surtout directeur de l'anthologie de textes *Alessandro Rossi. Fondare l'Italia industriale*, Rome, 1998. Une mention particulière à l'ouvrage dirigé par Giovanni Favero, *Lo statistico e l'industriale. Carteggio tra Luigi Bodio e Alessandro Rossi*, Rome, 1999.

34 A sa mort, survenue le 28 février 1898, les six établissements lainiers Rossi, dont chacun avait une spécialisation productive, s'étendaient sur 160 000 mètres carrés, comptaient environ 5 000 ouvriers et 4 500 chevaux de puissance et avaient une production annuelle estimée à 20 millions de lires. Outre les informations sur les multiples initiatives de type paternaliste (jardins d'enfants, écoles, maisons ouvrières, cantines, coopératives de consommation, bibliothèques, écoles spécialisées, activités de loisirs), on trouvera un tableau plus complet du complexe

raisons : d'abord pour son apport à la définition d'une stratégie d'industrialisation qui devait trouver son aliment dans une enveloppe culturelle, une véritable "idéologie des droits fiscaux" dans laquelle les savoirs spécialisés (économie et agriculture en particulier, sociologie et autres disciplines qui encouragèrent le développement de type mercantile et colonialiste) se mêlaient avec une conception du développement visant à la modernisation de l'appareil économique-industriel, et au maintien simultané des équilibres sociaux traditionnels³⁵.

En plus de toutes les initiatives lancées dans le domaine éducatif, les vecteurs de cette intervention furent favorables au développement de l'instruction technique, principalement des journaux et des revues. Rossi en finança un grand nombre, sans distinction de couleur politique : ce fut le cas du progressiste *Il Tempo* à Venise, de *L'Italia del popolo* et de la *Tribuna* de Rome, mais aussi de la modérée *La Rassegna nazionale*, organe des conservateurs nationaux. Cette dernière fut des années durant la vitrine favorite – en même temps que le prestigieux journal économique *Il Sole* de Milan – pour ses interventions journalistiques³⁶ et Rossi lui apporta, en échange d'un appui au cours de la bataille protectionniste, une aide décisive dans son sauvetage³⁷. Plus massif fut encore le financement des journaux qui préparèrent et soutinrent l'expansionnisme colonial de Crispi. Rossi réussit à contrôler quasiment toute la presse africaniste, du *Giornale delle colonie* dirigé par Attilio Brunialti à *L'Esploratore* de Manfredo Camperio, de *La Tribuna coloniale* de Giuseppe Piazza à *L'Idea coloniale* de Ferdinando Nobili-Naussero³⁸.

économique et financier des usines textiles Rossi – à l'époque la plus grande industrie italienne en termes de taille – dans Giovanni Luigi Fontana, *Mercanti, pionieri e capitani d'industria. Imprenditori e imprese nel vicentino tra '700 e '900*, Vicence, 1993, p. 71-75.

35 Sur ces thèmes, il faut consulter l'ouvrage inégalé de Silvio Lanaro, *Nazione e lavoro. Saggio sulla cultura borghese in Italia 1870-1925*, Venise, 1979, p. 163-217.

36 Sur cette collaboration, cf. Glauco Licata, *La "Rassegna Nazionale". Conservatori e cattolici liberali italiani attraverso la loro rivista (1879-1915)*, Rome, 1968, ad indicem. Plus généralement sur le Rossi commentateur et éditorialiste, cf. les appréciations intéressantes de Mario Isnenghi, "Rossi giornalista : come si costruisce e si amministra una 'pubblica opinione'", in G. L. Fontana, *Schio e Alessandro Rossi*, op. cit., p. 623-638.

37 Cf. Ornella Confessore, *Conservatorismo politico e riformismo religioso. La "Rassegna Nazionale" dal 1898 al 1908*, Bologne, 1971, p. 163.

38 Franzina insiste sur ces initiatives de Rossi. Cf. Emilio Franzina, "Emigrazione, navalismo e politica coloniale in Alessandro Rossi (1868-1898)", in G. L. Fontana, *Schio e Alessandro Rossi*, op. cit., p. 569-621. L'industriel de Vicence ne se limita pas à ce rôle de propagande. Il organisa aussi quelques expéditions de paysans de Vénétie vers l'Erythrée et lança des activités commerciales pour l'exportation de textiles italiens vers l'Ethiopie. Cf. à ce sujet N. Labanca, *In marcia verso Adua*, op. cit., p. 165-166.

L'industriel de la laine joua avec beaucoup de brio un autre rôle. Il fut le metteur en scène du combat protectionniste qui aboutit au resserrement d'un bloc d'intérêts agro-industriels, à leur action de défense des intérêts de secteur et finalement à leur représentation parlementaire.

La conversion sur le chemin du protectionnisme commença dans la seconde moitié des années soixante. Jusque là, Rossi était resté fidèle au credo du libéralisme. Le moment du changement peut se situer en 1867 quand, de retour de l'Exposition internationale de Paris, Rossi publia une sorte de lettre ouverte aux industriels italiens dans laquelle il développa pour la première fois la thèse de l'industrialisation comme élément essentiel du développement économique et civil de la nation.

Profondément marqué par cette expérience qui selon ses dires avait mis en lumière les graves retards de l'industrie nationale, il lança un appel pour relever le pays et pour "voir les hommes de notre classe coopérer toujours plus au mouvement et à la prospérité de la nation par le développement du travail et l'augmentation de la production"³⁹. Unir les forces, mais aussi améliorer "l'éducation industrielle" pour pouvoir viser au perfectionnement technologique des machines et surtout devenir plus "cosmopolites", s'ouvrir aux réalités industrielles toutes proches, s'y confronter en matière de salaires, d'organisation du travail, apprendre d'elles la valeur des institutions sociales associées aux usines, c'étaient là quelques-unes des priorités que Rossi mit au centre du débat politique et d'un programme souhaité de développement des industries nationales.

A ses yeux, l'Exposition parisienne était la première vraie démonstration que le "démon" du libre échange pouvait être battu et que le moment était venu pour l'Italie d'exiger une protection plus énergique de ses productions⁴⁰.

Comme il le raconta lui-même des années plus tard dans un de ses discours les plus célèbres au Parlement, la conversion définitive (partant d'une métaphore biblique Rossi parlait d'un authentique foudroiement sur le chemin de Damas) coïncida avec sa participation aux travaux de la Commission d'enquête parlementaire sur le cours forcé (1868-1869) à laquelle participaient avec Quintino Sella, Fedele Lampertico, Angelo Messedaglia, et aussi Lualdi, un industriel déjà à ce moment-là protectionniste convaincu.

Chez un personnage qui a toujours voulu se présenter comme un "pratique", un homme d'affaire contraint de s'occuper d'économie avec la seule volonté d'interpréter "les phénomènes toujours mouvants et divers qui constituent la vie de l'organisme social", qui se définissait comme un "Galiléen" solitaire et qui déclarait n'appartenir "ni à l'école classique, ni à l'école socialiste, ni au socialisme sentimental", en polémique continuelle autant avec les libéraux les plus orthodoxes qu'avec le courant des

39 Cf. Alessandro Rossi, *L'industria italiana nei suoi rapporti coll'esposizione internazionale di Parigi 1867*. Lettera, Florence, 1867, p. 5.

40 *Ibidem*, p. 22-29.

"socialistes de la chaire" auquel appartenaient la plupart de ses interlocuteurs les plus proches (de Luigi Luzzatti à Fedele Lampertico)⁴¹, il s'avère difficile d'isoler des influences théoriques précises qui seraient responsables du revirement protectionniste.

Les renvois au nationalisme économique de Friedrich List sont certains⁴², mais ce qui frappe surtout est l'assonance perceptible entre les positions de Rossi et celles exprimées par Leone Carpi, un juif né à Ferrare, propriétaire terrien, conspirateur mazzinien, économiste, agronome, "sociologue amateur d'une acuité exceptionnelle"⁴³, pionnier du colonialisme italien, supporter de la première heure de la nécessité d'une défense de l'industrie nationale par un système de tarifs douaniers⁴⁴. Dès 1865, Carpi fit paraître un livre où il annonçait que le modèle à imiter n'était plus la Prusse – pays sur lequel les classes dirigeantes italiennes avaient fixé leur regard jusque là comme modèle de puissance militaire et industrielle⁴⁵ – mais désormais l'Espagne. Dans ses *Note di viaggio* consacrées à la péninsule ibérique⁴⁶, Carpi faisait un éloge inconditionnel du système économique espagnol et de la politique ecclésiastique suivie par le gouvernement qui, disait-il, avait obtenu l'assainissement du bilan sans créer de fossé entre l'Eglise et l'Etat.

Mais il faut ouvrir d'autres pages de l'immense production écrite de ce personnage intéressant pour trouver l'expression en termes décisifs de son "programme" industriel et expansionniste. Pour Carpi, le développement peut se révéler le véhicule majeur pour achever l'unification et renforcer les faibles fondations de l'Etat unitaire et cet

41 Les citations sont tirées de S. Lanaro, *Mercantilismo agrario e formazione del capitale nel pensiero di Alessandro Rossi*, op. cit., p. 63-64, essai recommandé pour ses appréciations sur la culture économique de l'industriel de Vicence.

42 Cf. sur ce point Giovanni Zalin, "Federico List e Alessandro Rossi. Considerazioni sulle origini e sulla natura del protezionismo in occidente", in G. L. Fontana, *Schio e Alessandro Rossi*, op. cit., p. 523-567.

43 S. Lanaro, *Nazione e lavoro*, op. cit., p. 22, auquel se reporter aussi pour les références bibliographiques concernant Carpi.

44 De son immense production écrite, ne sont signalés que les ouvrages en rapport avec les thèmes ici traités : *Del credito, delle banche e delle casse di risparmio nei loro rapporti con l'agricoltura. Con quadri sinottici*, Turin, 1850, *Delle colonie e dell'emigrazione d'italiani all'estero sotto l'aspetto dell'industria, commercio ed agricoltura*, Milan, 1874, *Le riforme, lettere sei di Leone Carpi al direttore del "Popolo romano"*, Rome, 1877, *L'Italia vivente : aristocrazia di nascita e del denaro, clero, burocrazia. Studi sociali*, Milan, 1878.

45 Cf. par exemple Pasquale Villari, "Di chi è la colpa. O sia la pace o la guerra (1866)", in *Id.*, *I mali dell'Italia. Scritti su mafia, camorra e brigantaggio*, Florence, 1995, p. 147-149, texte écrit sur le coup de la désastreuse issue militaire de la troisième guerre d'indépendance, et juste avant l'ouverture de l'Exposition de Paris où, selon l'auteur, l'Italie aurait obtenu, comme cela avait été régulièrement le cas, des résultats très décevants.

46 Cf. Leone Carpi, *La Spagna e L'Italia : politica, finanze, beni delle manimorte, banche, agricoltura. Note di viaggio*, Turin, 1865.

objectif ne pourra être atteint sans "rendre l'Italie, quels qu'en soient le prix et les moyens, éminemment industrielle et maritime, et propriétaire de colonies transocéaniques"⁴⁷. Naturellement dans les "moyens" indiqués une influence déterminante était attribuée aux politiques protectionnistes :

"Dans la terre de prédilection du soufre, de l'huile, du chanvre, du lin, du minerai de fer, du sel gemme, du borax, de la soie, du sumac, etc. les produits sûrs ne peuvent manquer pour en faire un pays éminemment industriel et commercial, en le lavant de la honte de vendre ses produits bruts pour les racheter manufacturés et d'avoir toujours une importation qui dépasse de beaucoup l'exportation"⁴⁸.

Au cours de la période où Carpi publiait ces pages, la campagne protectionniste lancée par Rossi connut une forte accélération. Comme à l'habitude chez l'industriel de Vicenza, l'attaque fut menée simultanément sur plusieurs fronts.

En fait depuis le début des années 70, en même temps que la crise économique de 73, le sénateur de Vicenza commença à prendre ses distances avec la politique économique de la Droite historique, attaquant en particulier la politique fiscale et les investissements consentis pour le développement des infrastructures. Passant outre aux atermoiements, Rossi, comme cela apparaît bien dans les chroniques parlementaires, mit en route sa campagne parlementaire personnelle en faveur de l'introduction de nouveaux tarifs.

Le premier signal précis fut donné en juillet 1876, quelques mois après la chute de la Droite, dans un discours opposé au projet du gouvernement sur les "dépôts francs", il posa de manière provocante au gouvernement la question de savoir s'il voulait ou non développer les industries nationales en Italie⁴⁹, obtenant l'énergique réponse de Depretis où le Président du Conseil confirma que les intérêts agricoles et commerciaux devaient avoir la priorité sur ceux de l'industrie. Vint ensuite, en juin 1877, l'attaque contre les accords commerciaux avec la France que Rossi jugeait pénalisants pour l'économie italienne⁵⁰ : les développements ultérieurs des rapports italo-français (au début 1878 la Chambre française des députés rejeta le nouveau traité), donnèrent raison à l'industriel vénète et renforcèrent ensuite ses positions.

47 Cf. *Programma nazionale proposto da Leone Carpi. Lettere al direttore dell'"Alfiere" a Bologna*, Bologne, 1876, p. 9-10.

48 *Ibidem*, p. 14.

49 Alessandro Rossi, "I depositi franchi", extrait des *Atti Parlamentari*, Senato, *Discussioni*, session du 11 juillet 1876.

50 Cf. *Interrogazione del Sen. A. Rossi al Presidente del Consiglio sopra la rinnovazione dei trattati di commercio nei loro rapporti con lo stato attuale del lavoro in Italia*, Rome, 1877 et Alessandro Rossi, "Sul trattato di commercio Italo-Franco", extrait des *Atti Parlamentari*, Senato, *Discussioni*, sessions des 2-3 mai 1878.

S'il est vrai qu'à ce moment le protectionnisme italien avait trouvé en Rossi "le symbole de la rupture non seulement avec le monde agricole mais avec la mentalité de ces mêmes industriels d'origine terrienne incapables de s'affranchir de certaines servitudes psychologiques propres aux propriétaires terriens de l'époque"⁵¹, il est tout aussi vrai que le front protectionniste était encore très fragile et extrêmement divisé aussi bien culturellement que sur le plan de l'organisation.

Entre 1877 et 1879, Rossi concentra sa contre-offensive scientifique en publiant deux gros articles dans la prestigieuse *Nuova Antologia*, restée jusqu'à ce moment sur des positions contraires à toute forme de protectionnisme : le premier était consacré aux conséquences induites des transformations industrielles dans les relations entre Etats⁵², le second à la décadence de la marine marchande italienne⁵³. Dans cette perspective, il ne faut pas s'étonner de l'accueil glacial que l'industriel textile vénète fit à l'approbation par le gouvernement Cairoli de la nouvelle tarification douanière entrée en vigueur en avril 1878. Le texte introduisait de modestes protections en faveur du secteur textile (les industries de la laine, du coton, du jute et même de la soie, bénéficiaient de droits variant de 10 à 40 % de la valeur des produits finis) mais négligeait – outre l'agriculture – un secteur comme la mécanique qui se révélait l'un des plus prometteurs, appuyant en revanche le secteur métallurgique qui paraissait pourtant ne présenter que des possibilités de développement limitées aux yeux de nombreux observateurs.

En réalité, un tel choix se révéla conditionné beaucoup plus par des considérations de type stratégique-militaire que d'ordre économique. L'année même où furent approuvés les nouveaux tarifs protectionnistes, se concrétisa le projet de construction du pôle sidérurgique de Terni⁵⁴, confié à la *Società Veneta per imprese e costruzioni pubbliche*, une holding qui représentait déjà, au milieu des années 1880, "le noyau d'un des complexes d'intérêts industriels et financiers les plus considérables de la péninsule"⁵⁵. Avec son siège à Padoue, sous la présidence du député, puis sénateur à partir de 1890, Vincenzo Stefano Breda, elle regroupait, en plus

51 Le jugement fut exprimé par Lucio Villari, "Le prime polemiche sul libero scambio", in *Studi storici*, 3 (1965), récemment reproposé dans *Id.*, *Romanticismo e tempo dell'industria. Letteratura, libertà e macchine nell'Italia dell'Ottocento*, Rome, 1999, p. 93.

52 L'article parut en plusieurs épisodes avec des titres très proches. Cf. Alessandro Rossi, "Le trasformazioni dell'industria ed i loro effetti in Inghilterra ed in America", parte I-II, in *Nuova Antologia*, XXXV et XXXVI (1877), p. 900-916 et 424-452, et *Le trasformazioni industriali ed i loro effetti nella economia degli Stati*, parties III-IV, *ibidem*, XXXVIII (1878), p. 301-321 et 672-695.

53 Cf. *Id.*, "Dell'odierna crisi della nostra marina mercantile", *ibidem*, XLVIII (1879), p. 326-375.

54 Sur cet épisode stratégique de l'industrialisation italienne, cf. Franco Bonelli, *Lo sviluppo di una grande impresa in Italia. La Terni dal 1884 al 1962*, Turin, 1971.

55 *Ibidem*, p. 12, note n° 1.

d'Alessandro Rossi lui-même, tous les représentants les plus importants de l'industrie et de la finance vénètes⁵⁶. La *Società degli altiforni, acciaierie e fonderie di Terni*, fondée le 10 mars 1884, avait pour objet principal la fabrication d'aciers spéciaux destinés à la construction des navires de la Marine Royale. L'imbrication d'intérêts économiques et militaires à la base de cette initiative imprima à la politique italienne un changement radical, lourd de conséquences pour sa place sur l'échiquier international.

Le troisième niveau d'intervention choisi par Rossi dans sa campagne protectionniste fut celui qui visait à renforcer l'associationnisme industriel dans les différents secteurs de production⁵⁷. En 1877, à la faveur du débat parlementaire pour le renouvellement des tarifs douaniers, Rossi retrouva sa fébrile activité organisatrice dans toute l'Italie parrainant cette année-là la naissance de *l'Associazione dell'industria e del commercio delle sete in Italia*, avec son siège à Milan, de *l'Associazione cotoniera italiana*, avec son siège à Turin et de *l'Associazione dell'industria laniera italiana* basée à Biella. Même s'ils étaient condamnés à souffrir d'une faiblesse endémique due aux fréquentes divisions internes⁵⁸, ces nouveaux organismes représentatifs d'intérêts constituèrent une nouveauté significative qui devait peser d'un certain poids sur les rapports entre les groupes d'entreprises et l'Etat.

Dénouement de la bataille protectionniste

Le vote par lequel le 20 juin 1887, à une confortable majorité (252 pour, 46 contre), la Chambre des députés adopta la loi sur les nouveaux tarifs douaniers mettait un terme à une longue marche commencée environ dix ans auparavant⁵⁹. Le texte de la loi ratifiée par le Sénat le 10 juillet reprenait les demandes des groupes de pression les plus influents (textiles, sidérurgistes et céréaliers), alors que n'étaient pas prises en compte celles des secteurs émergents comme l'industrie chimique

56 Voir Angelo Ventura, *Padova*, Bari, 1989, p. 143-145.

57 Pour une perspective générale de la thématique, cf. Marco Moneta, "Forme e tendenze dell'associazionismo industriale italiano dalle origini alla costituzione della Confederazione generale dell'industria (1861-1919)", in *Annali di storia dell'impresa*, 2 (1992).

58 Voir, par exemple, ce que signale L. Avagliano, *Alessandro Rossi e le origini dell'Italia industriale*, op. cit., p. 166-167.

59 Pour un bilan d'ensemble sur le protectionnisme, cf. Lucio Villari, "Per la storia del protezionismo in Italia. I, Le prime polemiche sul libero-scambismo", in *Studi storici*, VI (1965), p. 483-500 ; "II, Verso le nuove tariffe doganali", *ibidem*, p. 651-663 ; Romano Prodi, "Il protezionismo nella politica e nell'industria italiana dall'unificazione al 1987", in *Nuova Rivista Storica*, XLIX (1965), p. 597-626 e *ibidem*, L (1966), p. 42-86 ; Mirella Calzavari, "Il protezionismo industriale e la tariffa doganale del 1887", in *Clio*, II (1966), p. 55-98 ; Alberto De Bernardi, *Questione agraria e protezionismo nella crisi economica di fine secolo*, Milan, 1997.

pourtant dans beaucoup de pays à la pointe de la "seconde révolution industrielle".

Ces poussées sectorielles produisirent une loi moins "rationnelle" que le projet initial présenté à la Chambre, avec de grandes différences entre les divers domaines de production. Le nouveau tarif se caractérisa par une augmentation des droits sur le grain de 1,4 à 3 livres par quintal, qui fut peu de temps après encore relevé⁶⁰. Ce qui sans aucun doute permit une recette supérieure à la différence entre les coûts de production internes et les coûts internationaux.

Parmi les secteurs les plus favorisés, il y eut le textile avec la laine et le coton mais avec une nette différence en faveur de la filature par rapport au tissage, alors que les demandes des soyeux furent totalement ignorées. Un autre élément caractéristique de ce tarif fut la forte protection accordée à la sidérurgie et en particulier à la fonte et à l'acier, au détriment de l'industrie mécanique qui ne fut toujours pas mieux prise en considération. En gros, comme suggéré plus haut, la loi se présentait comme un puzzle géant issu des médiations par lesquelles le gouvernement réussit à satisfaire les pressions des lobbies industriels les plus forts (comme ceux de la laine et du coton), pénalisant les moins puissants sur le plan politique.

La loi de 1887 mettait un terme à une longue bataille qui avait vu le mouvement "philo-protectionniste" grandir peu à peu en importance et en poids politique au Parlement, surmontant bien des divisions entre groupes régionaux. Quoique le front protectionniste ait fortement progressé du point de vue de l'organisation, les dernières discussions parlementaires avant l'approbation des tarifs mirent bruyamment en évidence l'absence d'une ligne commune entre groupes industriels et agraires.

Tel fut le cas, par exemple, dans le débat sur la crise agraire ouvert en février 1885, lorsque, à la suite d'une interpellation du député piémontais Pietro Lucca et signée de 128 députés⁶¹, apparut en public pour la première fois le "parti agraire", groupe représentant les intérêts de la propriété foncière, décidé à faire pression sur le gouvernement pour obtenir des droits protecteurs et des dégrèvements fiscaux⁶². A cette occasion, les divisions les plus fortes s'étaient révélées au sujet de la délicate question de la péréquation foncière qui, liée aux différentes estimations fiscales des terres déterminées par les cadastres, mettait en

60 Dès 1888, la quote-part fut portée à 5 livres et après des augmentations successives atteignit en 1894 7,50 livres, un des niveaux les plus élevés d'Europe.

61 L'événement est reconstitué par E. Sereni, *Capitalismo e mercato nazionale in Italia*, op. cit., p. 123-128.

62 Sur le déroulement du débat parlementaire, cf. A. De Bernardi, *Questione agraria e protezionismo nella crisi economica di fine secolo*, op. cit., p. 80-118.

cause le principe de la justice de l'impôt⁶³. Les regroupements parlementaires reflétaient les positions des différents groupes régionaux : les députés du Nord se déclaraient favorables à la péréquation, et ceux de Toscane et des provinces méridionales y étaient franchement opposés⁶⁴.

En termes strictement techniques, les résultats de deux mois de discussions étaient restés assez modestes. A la fin, ce fut la logique temporisatrice de Depretis qui prévalut. Inquiet des réactions du Sud, il avait décidé d'abolir tout à coup l'un des trois dixièmes de guerre sur l'impôt du Trésor, reportant l'abolition des deux autres et retardant même le projet de loi sur la péréquation foncière, malgré l'avis de son ministre des finances Agostino Magliani. Les propositions pour la création des droits protecteurs n'avaient obtenu qu'un piètre soutien et furent rejetées. En réalité, le débat avait fait clairement apparaître que le protectionnisme disposait de peu d'appuis parlementaires et rencontrait l'hostilité des hommes de la vieille Droite du Risorgimento, défenseurs à outrance de l'orthodoxie libérale⁶⁵.

Gagner du temps signifiait pour le vieux leader de la Gauche, désormais engagé sur la voie du déclin, essayer de trouver une issue pour arrêter l'hémorragie presque certaine des votes des députés méridionaux. Il s'agissait d'un choix quasi obligé, qui avait pourtant permis au front protectionniste d'affirmer son organisation et d'intensifier la campagne en faveur d'une hausse du droit d'importation sur le grain. A la fin, le compromis avait été trouvé : Depretis avait cédé aux pressions des agrariens méridionaux et des industriels qui demandaient une augmentation des droits, obtenant en échange, en février 1886, l'approbation du nouveau projet de loi sur les cadastres⁶⁶.

Le météore du parti agraire

Le harcèlement de la crise agraire, l'alliance toujours plus étroite entre les agrariens et les industriels et une activité de propagande toujours plus insistante avaient, en l'espace de quelques mois, favorisé le resserrement des groupes économiques intéressés par une défense plus intense de l'industrie nationale. L'un des instruments décisifs dans cette bataille, menée à l'intérieur et en dehors des locaux parlementaires, se

63 Cf. Luigi Musella, *Proprietà e politica agraria in Italia (1861-1914)*, Naples, 1981, p. 12-24.

64 Sur les différentes positions exprimées par les propriétaires agricoles, cf. G. Carocci, *Agostino Depretis e la politica italiana*, op. cit., p. 428-460.

65 Cette attitude est bien représentée par les positions de Marco Minghetti, personnage de premier plan du courant modéré italien, rapportées dans A. De Bernardi, *Questione agraria e protezionismo nella crisi economica di fine secolo*, op. cit., p. 91-95.

66 C'est le point de vue de G. Carocci, *Agostino Depretis e la politica interna italiana*, op. cit., p. 449, repris récemment par Alberto Mario Banti, *Storia della borghesia italiana. L'età liberale*, Rome, 1996, p. 92.

révéla être la Ligue de Défense Agraire, fondée à Turin le 16 avril 1885 à l'initiative du même Alessandro Rossi – qui en assura la présidence générale à partir de février 1886 – et d'un groupe de propriétaires dont émergent les noms du baron Antonio Manno et de Luigi Tegas, ce dernier étant l'un des protagonistes du débat parlementaire de 1885.

Dotée d'une structure "hybride"⁶⁷, la Ligue était composée d'un Comité central siégeant à Turin et de Comités locaux répartis dans les divers chefs-lieux. En examinant la composition de ces organismes et en lisant entre les lignes des correspondances épistolaires de Manno à Rossi⁶⁸, il apparaît très clairement que la majorité des dirigeants de la Ligue appartenaient, à quelques exceptions près, à la catégorie des petits et moyens propriétaires piémontais et, dans une moindre mesure, à la même catégorie lombarde.

Le développement quantitatif du mouvement s'était d'un coup fortement enraciné dans la zone padane. Un an après sa fondation, la nouvelle association comptait dans ses rangs 267 communes et 17 Comités agraires, tandis que 443 communes s'étaient déjà déclarées favorables aux objectifs de la Ligue⁶⁹.

Le *trend* de croissance semble s'être maintenu tout au long de 1887. Selon les informations rapportées par Luigi Musella à l'assemblée tenue à Turin le 9 janvier de cette année-là, donc juste à la veille du débat parlementaire sur l'introduction des tarifs protectionnistes, "ont adhéré 493 communes dont 107 piémontaises, 112 lombardes, 55 vénètes, 67 d'Emilie-Romagne et des Marches, 111 des provinces méridionales, à peine 9 de Sicile et 14 de Toscane"⁷⁰.

Bien entendu, la force parlementaire de l'association s'était accrue au même rythme. Aux élections de 1886, la Ligue de Défense Agraire soutint directement environ 100 candidatures, réussissant de fait à élire 90 députés⁷¹. Rossi s'estima satisfait des résultats. Dans une lettre du 1^{er} juin 1886 adressée à un propriétaire de Mondovì il écrivit : "Vous aurez vu qu'avec la Ligue de Défense agraire et son journal au cours de ces 6 ou 8 mois nous avons fait beaucoup de chemin. Nous avons eu une influence certaine sur les élections et le parti des droits de douane s'est beaucoup agrandi à la nouvelle Chambre ; un travail en sous-main pour surmonter

67 *Ibidem*, p. 88-89.

68 Analysées attentivement par L. Avagliano, *Alessandro Rossi e le origini dell'Italia industriale*, op. cit. p. 222-224.

69 Les faits sont rapportés dans "Lega di difesa agraria ed i suoi scopi. Conferenza del Senatore Alessandro Rossi, tenuta a Torino il 1 marzo 1886", in *La Difesa Agraria. Organo ufficiale della lega di Difesa Agraria*, supplément au n° 10 de 1886.

70 Cf. L. Musella, *Proprietà e politica in Italia*, op. cit., p. 31.

71 Les listes des députés se trouvent dans *La Difesa Agraria. Organo ufficiale delle lega di Difesa Agraria*, 18-21 mai 1886 et *ibidem*, 21 mai - 5 juin 1886.

les préjugés, mais personne n'a osé seulement évoquer le libre-échange dans les programmes électoraux⁷².

Cette force contractuelle, qui selon toute probabilité augmenta au cours de la longue bataille sur les tarifs⁷³, eut une influence déterminante sur les équilibres politiques et parlementaires qui aboutirent au revirement protectionniste. Cependant, tout en ayant atteint cet objectif important, la Ligue cessa ses activités en l'espace de quelques années⁷⁴. Son groupe de direction ne sut pas, ou ne voulut pas, exploiter l'avantage de position conquis au terme d'un énorme travail de pression et d'"éducation" de la classe politique aux problèmes de la production et du commerce dans une période de grande intégration des marchés mondiaux comme l'était celle qui commença dans la seconde moitié des années 80.

L'euthanasie politique de la Ligue de Défense Agraire est encore aujourd'hui entourée de mystère et tourne autour de la question à laquelle les historiens italiens n'ont pas su jusqu'à ce jour donner de réponse : la Ligue agraire constitua-t-elle l'embryon du « parti agraire » – thèse soutenue par Sereni⁷⁵ et reprise en partie par Manacorda⁷⁶ – ou ne représenta-t-elle qu'un essai d'organisation des intérêts de quelques secteurs de la propriété agraire et de parties du monde industriel, sans projet politique de plus grande envergure ?

Evidemment, la solution du problème – en admettant qu'il soit possible d'en trouver une – reste objectivement difficile et demanderait une série d'approfondissements impossibles à réaliser ici. Nous nous limiterons donc à quelques remarques reprenant et intégrant les hypothèses d'interprétation avancées jusqu'à ce jour. Parmi ces dernières, celle de Lucio Avagliano semble se fonder réellement sur une série de faits avérés. Selon cet historien qui a longtemps travaillé sur les papiers privés d'Alessandro Rossi, à l'ascension politique irrésistible de la Ligue ne correspond pas un renforcement équivalent de ses structures internes. En particulier, les adhésions auraient intéressé presque exclusivement les seuls propriétaires terriens petits et moyens. Le désintérêt des grands propriétaires aurait, par exemple, empêché, par manque de fonds, de transformer le périodique de la Ligue, en pratique entièrement financé par Rossi lui-même, en un grand journal d'audience nationale. Sous cet aspect la lettre que le vice-président Giuseppe Pezzi adressa à Rossi en janvier 1886 est très révélatrice : "Malheureusement à l'enthousiasme pour la

72 Lettre rapportée dans L. Avagliano, *Alessandro Rossi e le origini dell'Italia industriale*, op. cit., p. 224-225.

73 Cf. L. Musella, *Proprietà e politica agraria in Italia*, op. cit., p. 30 où l'on parle, en se référant à janvier 1887, phase cruciale du débat au Parlement, de 200 députés proches des positions de la Ligue de Défense Agraire.

74 Récemment, on a fait remonter cette cessation d'activités à avril 1899. Cf. A. M. Banti, *Storia della borghesia italiana*, op. cit., p. 94.

75 Cf. E. Sereni, *Capitalismo e mercato nazionale*, op. cit., p. 136.

76 Gastone Manacorda, *Dalla crisi alla crescita. Crisi economica e lotta politica in Italia 1892-1896*, Rome, 1993, p. 128-131.

parole ne correspond pas chez les agriculteurs l'enthousiasme pour le portefeuille : des quantités de gens très aisés s'inscrivirent parmi les adhérents : nous avons créé la catégorie *adhérents* pour les basses couches paysannes, au contraire beaucoup de gens riches n'eurent aucun scrupule à en profiter. Ceci confirme toujours plus le manque de discernement de la classe agraire"⁷⁷.

A cette hypothèse, qui renvoie à des problèmes de type organisationnel, on peut en adjoindre une autre, liée aux transformations qui dans les années 90 affectent les structures agricoles de nombreuses régions italiennes.

Selon cette interprétation la "mort" de la Ligue – qui laissera un vide comblé soit par des organismes de type technique orientés vers l'amélioration des systèmes de production comme ce fut le cas de la *Federconsorzi* fondée à Plaisance en 1892⁷⁸, soit par d'autres associations par lesquelles les agrariens tentèrent de reprendre en main le projet de représentation de leurs intérêts⁷⁹ – peut s'expliquer comme la conséquence d'une forte division du front propriétaire, à nouveau frappé par le souci des intérêts locaux et donc peu enclin à s'investir dans des projets de caractère politique.

L'absence d'"un référent de classe, homogène et prestigieux, qui puisse servir de pôle d'attraction contre les poussées centrifuges, comme l'était la *Junkertum* prussienne dans l'expérience du *Bund der Landwirte*⁸⁰ de l'Allemagne wilheminiennne"⁸¹, empêcha donc que l'activisme des agrariens se déplace du terrain associatif à celui d'une défense corporative des intérêts particuliers inscrite dans un parti⁸².

77 Citation d'après L. Avagliano, *Alessandro Rossi e le origini dell'Italia industriale*, op. cit., p. 227, où est donnée également la liste des noms des commanditaires les plus importants de la Ligue.

78 Cf. Angelo Ventura, "La Federconsorzi dall'età liberale al fascismo : ascesa e capitolazione della borghesia agraria, 1892-1932", in *Quaderni storici*, 36 (1977).

79 Un autre essai fut réalisé en 1895 avec la naissance de la Società degli agricoltori italiani sur l'histoire de laquelle on se reportera à Sandro Rogari, *Proprietà fondiaria e modernizzazione. La Società degli agricoltori italiani 1895-1920*, Milan, 1994.

80 Fédération des agriculteurs (NdT).

81 Alberto Mario Banti, "I proprietari terrieri nell'Italia centro-settentrionale", in Piero Bevilacqua (a cura di), *Storia dell'agricoltura italiana in età contemporanea*, II. *Uomini e classi*, Venise, 1990, p. 81-82.

82 Pour l'analyse de ces processus, l'ouvrage de Malatesta reste fondamental. Cf. Maria Malatesta, *I signori della terra. L'organizzazione degli interessi agrari padani (1860-1914)*, Milan, 1989, en particulier les p. 311-404. La constitution manquée d'un organisme unitaire de tutelle des intérêts agraires est attribuée aussi à la prédominance parmi les propriétaires terriens d'une "idéologie de l'auto-organisation". Cf. à ce sujet Alberto Mario Banti, "Elites agrarie e organizzazione degli interessi in Prussia e in Val Padana (1880-1914)", in *Annali dell'Istituto storico italo-germanico in Trento*, XVI, 1988.

En revanche, une troisième explication met en relation étroite le problème de la difficile organisation des intérêts de la propriété foncière et celui de leur représentation politique. Les études récentes sont d'accord pour identifier, au cours de la période immédiatement postérieure à la chute de la Droite historique, le début d'un processus de redimensionnement de la représentation parlementaire de la propriété agraire qui se serait encore accentué avec l'élargissement du suffrage introduit par la réforme de 1882⁸³. Une conséquence directe de ce déclin, auquel s'ajoute encore – comme circonstance aggravante – une lourde charge fiscale radicalisant les positions des agrariens, fut de pousser la propriété foncière sur des positions uniquement défensives ou réactives vis-à-vis des mesures législatives qui pouvaient menacer leurs intérêts, réduisant sévèrement sa capacité de faire avancer un projet politique.

En somme, si jusqu'à 1922 lorsqu'un groupe de 23 députés donna naissance, sous la direction attentive de la Confédération générale de l'agriculture, fondée deux ans auparavant, à un parti agraire⁸⁴, le fantasme d'une machine semblable continua de voler sur la scène politique italienne sans jamais arriver à se concrétiser; les "agrariens" restèrent en gros un lobby transversal qui s'activa seulement à des moments précis pour la défense d'intérêts menacés.

La trajectoire de la Ligue de défense agraire semblerait rentrer dans le cadre de ce dernier schéma interprétatif. Pourtant, notre avis est qu'un examen plus attentif des positions du fondateur et leader incontesté de la Ligue laisse ouverte quelque autre possibilité d'interprétation. Il est vrai que la Ligue se déclara résolument "étrangère à tout parti"⁸⁵, mais il n'en est pas moins vrai que Rossi en personne, qui en assumait la présidence un an après sa fondation, établit un programme caractérisé par des objectifs politiques précis.

Comme à l'habitude du personnage, ces objectifs furent affichés de manière très concrète. Dans une conférence tenue à Turin le 1^{er} mars 1886, l'industriel de la laine affirma :

83 Pour une reconstitution du débat historiographique, cf. Sandro Rogari, "L'Associazione agraria nazionale e la questione del partito agrario di fine secolo", in *Id.*, *Rappresentanza Corporazione Conflitto. Ceti e figure dell'Italia rurale fra Otto e Novecento*, Florence, 1998, p. 75-100.

84 Cf. Pier Paolo D'Atorre, "La marcia dei rurali. Associazionismo padronale e rappresentanza politica delle élites agrarie padane nel Novecento", in P. Villani (dir.), *Trasformazioni delle società rurali nei paesi dell'Europa occidentale e mediterranea*, Naples, 1986, p. 355-387, en plus du travail plus récent de Sandro Rogari, "La crisi del ceto politico liberale e la formazione del gruppo e del partito agrario", in Fabio Grassi Orsini – Gaetano Quagliariello (dir.), *Il partito politico dalla grande guerra al fascismo. Crisi della rappresentanza e riforma dello stato nell'età dei sistemi politici di massa (1918-1925)*, Bologna, 1996, p. 531-550.

85 Voir "Statuto della Lega di Difesa Agraria", in *La Difesa Agraria. Organo ufficiale della Lega di Difesa Agraria*, 7-14 novembre 1885.

"La Ligue a son programme nettement défini. Elle soutient les droits agraires, et voit dans la politique douanière que nous avons menée jusqu'ici rien d'autre que des compromis politiques, où *do ut des* que l'on proclame est une pure utopie quand on a en présence un fort et un faible qui doivent faire entre eux des traités de commerce. Les sacrifices de l'Industrie manufacturière qu'auparavant l'on disait nécessaires pour favoriser l'exportation agricole [...] n'étaient dictés que par une espérance vaine. L'Industrie agricole n'est pas dans une situation différente de l'industrie manufacturière. Aujourd'hui les peuples voisins se défendent autant dans les manufactures qu'ils se défendent dans les productions agricoles, qui en fin de compte ne sont qu'une autre manifestation, et à nos yeux la principale, de l'activité nationale. En France, non plus, les deux activités ne sont pas désunies, ni en Allemagne, et de moins en moins aux Etats-Unis, mais les intérêts de l'une sont associés à ceux de l'autre. Le premier qui en Europe à notre époque ait pris l'initiative d'imposer des droits sur les céréales fut Bismarck pour sa nation, qui pourtant a bien plus besoin que nous d'importer des céréales.

La Ligue, ai-je dit, a un programme net; elle se prépare aux élections générales avec sa thèse propre, à savoir les *droits agraires*. Nous devons donc prévoir comme très probable à cause de notre nature, de nos tendances et de notre caractère, que les élections générales soient proclamées au nom d'une thèse politique"⁸⁶.

Désormais réfractaire à toutes les formes de médiation entre les représentations corporatives et les institutions, Rossi ne ménagea pas ses critiques acerbes contre les résultats décevants, découlant d'initiatives précédentes pour essayer de donner une représentation politique aux agraires italiens⁸⁷, et il relança son programme protectionniste, populiste et nationaliste :

"Si au congrès des agriculteurs de Rome on avait simplement abordé la question sur notre thèse, je pense qu'il aurait réuni beaucoup plus de monde, et aurait été beaucoup plus fructueux que d'avoir débattu d'une cinquantaine de questions qui, comme on l'a vu, ne sont que passagères et ont donné tant d'ordres du jour qu'elles sont allées remplir les rayonnages du Ministère de l'Agriculture. Fasse de la politique abstraite qui veut, la Ligue veut mener la politique des intérêts agraires et en cela je pense comme Thiers qui disait : on vit d'affaires, on meurt de politique. La Ligue ne veut pas adopter ceci comme devise absolue; la Ligue ne veut pas être irrévérencieuse envers les grands idéaux politiques, mais la Ligue voit tous les jours que les Anglais, les Américains et les Allemands font la politique des affaires, la Ligue voit que la politique domine le monde. La Ligue voit

86 Cf. *La Lega di Difesa Agraria e i suoi scopi*, op. cit., p. 5.

87 Rossi fait probablement référence à l'assemblée constitutive de la *Società generale dei viticoltori*, tenue à Rome en juin 1884. Sur cette initiative, dont l'industriel textile avait été par ailleurs l'un des promoteurs, cf. S. Rogari, "Dalla società generale dei viticoltori alla Società degli agricoltori italiani. Le origini dell'organizzazione nazionale della proprietà fondiaria (1884-1896)", in *Id.*, *Rappresentanza Corporazione Conflitto*, op. cit., p. 43-73.

que la même Angleterre va à la conquête des marchés et ne se soucie pas des royaumes, parce que les rois on les enlève et on les remet, comme on l'a vu aux Indes et en Afrique à condition toutefois que n'y touchent pas le *domestic* et le *madopolan*.

J'ai dit que la Ligue veut rester totalement neutre par rapport aux partis politiques, et elle gardera fermement sa résolution ; pourvu qu'on ne touche pas à la monarchie, pour le reste tendons-nous cordialement la main pour nous entendre entre nous tous (*Très vifs applaudissements*). La Ligue se tient aux côtés du peuple comme son Roi, et en défendant l'agriculture elle veut défendre les intérêts de tous les gens attachés à la terre tant qu'ils sont des propriétaires aux travailleurs. *Le sol c'est la patrie*, disent les Français et nous nous dirons : l'agriculture est la patrie (*Approbations*)⁸⁸.

On peut certes objecter qu'il ne s'agissait là que de déclarations de caractère général. A notre avis elles révèlent clairement un fait : dans les plans de Rossi, la Ligue ne pouvait se réduire à un simple outil de pression, elle devait plutôt être un instrument pour déranger les ordres politiques traditionnels, en réalisant un projet politique d'envergure, qui aille au-delà des résistances des propriétaires terriens du nord et du sud et de leur interprétation exclusivement instrumentale de l'alliance mise en pratique avec la Ligue, et qui tende résolument à l'élargissement de la base industrielle du pays et à la formation d'un nouveau bloc de groupes dirigeants prenant en charge la modernisation et la nationalisation du pays.

L'idée reste encore vive chez Rossi, même après la fin de l'expérience de la Ligue agraire, que le protectionnisme ne pouvait être une simple mesure de politique commerciale, mais devait servir de point de départ à une politique économique moderne.

Vers la crise de l'Etat libéral

Qu'est-ce qui marqua le revirement protectionniste ? Pour comprendre pleinement la portée de cet épisode, nous estimons opportun de choisir les deux moments centraux de la période politique commencée en 1887. Le premier est l'intervention réformatrice de Francesco Crispi par le biais d'un vaste corpus législatif, accompagné d'un effort imprégné de rhétorique et axé presque exclusivement sur la récupération de la mythologie du Risorgimento, l'unique réserve de mythes à disposition de l'homme d'Etat sicilien. Le second est le choix en faveur des tarifs douaniers. C'est dans ce cadre que se réalisa la métamorphose de la bourgeoisie italienne qui commença à perdre ses caractères propres de tradition libérale pour en prendre d'autres de tonalité nationale-corporative.

88 *La Lega di Difesa Agraria e i suoi scopi*, op. cit., p. 5-6.

Il s'agit d'une métamorphose lourde de conséquences pour l'histoire italienne. Le projet de Crispi peut être considéré comme le dernier essai de la classe dirigeante libérale pour construire une identité nationale et trouver une solution à deux problèmes du système politique : d'une part son fonctionnement, que l'on cherchait à libérer des entraves dues à un morcellement particulariste excessif auquel il était assujéti depuis les années 80, et d'autre part sa faible légitimation.

L'échec de cette tentative et la rupture de l'alliance née du lancement des tarifs protectionnistes eurent de lourdes conséquences sur la politique italienne. On vit poindre à l'horizon les premiers signes menaçants d'une régression autoritaire qui devait déboucher sur la grave crise de la fin de siècle⁸⁹. Des phénomènes tels que l'irrépressible fragmentation des intérêts, la crise de la représentation politique, la croissance d'une culture antidémocratique, la diffusion de l'antiparlementarisme marquèrent en profondeur la société italienne, rongant lentement les faibles racines du libéralisme et disséminant les germes du nationalisme.

89 Cf. Umberto Levra, *Il colpo di stato della borghesia. La crisi politica di fine secolo in Italia 1896-1900*, Milan, 1977.

itinéraires et trains existaient depuis longtemps. La question essentielle était de grossir le nombre de touristes et surtout de résidents. Nous retrouvons ici les problèmes auxquels se heurtait la sous-commission du Syndicat Officiel de Propagande rassemblée autour d'Alfredo Laffitte à Saint-Sébastien. Or, pour ceux-ci le problème était plus simple : il s'agissait de transformer les visiteurs français en résidents, tâche qu'ils n'ont pas réalisée pour des raisons qui resteraient à déterminer ;

- enfin, dernier point et non des moindres, cette commission devait recevoir un budget pour mener à bien son action, mais le gouvernement n'eut jamais l'occasion de le faire adopter. La Commission nationale permanente fut donc une illusion.

Ainsi donc, la Commission n'a sans doute jamais existé, mais même si elle avait pu se constituer son action était vouée à l'échec compte tenu des bénéfices espérés. Ce sera le sort du CRT. Nous voyons à cela deux raisons principales :

- une incapacité à financer les initiatives. Le PNT sera le seul organisme qui aura les moyens d'une action d'envergure, mais lors de sa création son financement sera pris en dehors du budget. Lorsqu'il sera réintégré dans le budget de l'Etat, il s'en trouvera affaibli (période républicaine) ;
- une mauvaise appréciation des pratiques touristiques déjà en vigueur et susceptibles de générer de la croissance. Cette difficulté était bien plus importante encore au début du siècle où la perception était complètement faussée. De plus, cette difficulté est accrue du fait même de la nature du tourisme qui oscille sans cesse entre une conception culturaliste et une conception mercantiliste.

Les choix qui ont été faits alors marqueront durablement le tourisme espagnol qui devra s'adapter par rattrapages successifs. Le premier aura lieu en 1928 avec le PNT, le second se fera sous la pression constante et massive de la demande lors de l'expansion des années 1950-60 et au détriment de la qualité du tourisme espagnol, qualité qui est le leitmotiv de certains acteurs touristiques depuis 1860.

Liste des auteurs

- Christine AGRANTONI
Fondation de recherche néo-hellénique, Athènes
- Carlos BARCIELA
Université d'Alicante
- Dominique BARJOT
Université de Paris IV-Sorbonne
- Renato CAMURRI
Université de Vérone
- Gérard CHASTAGNARET
Université de Provence
- Francisco COMÍN
Université d'Alcalá de Henares
- Caroline DOUKI
Ecole Normale Supérieure, Fontenay-Aux-Roses
- Antonio ESCUDERO
Université d'Alicante
- Daniel GRANGE
Université de Grenoble II
- Christos HADZIOSSIF
Université de Crète
- Evi KAROUZOU
Archives Historiques de la Banque Nationale de Grèce
- Kostas KOSTIS
Université d'Athènes
- Michel LESCURE
Université François Rabelais, Tours
- Giorgio MORI
Université de Florence
- María Teresa PÉREZ PICAZO
Université de Murcie
- Olivier RAVEUX
CNRS, UMR TELEMME
- J. M. SERRANO SANZ
Université de Saragosse
- Carles SUDRIÁ
Université Centrale de Barcelone
- Alet VALERO
Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand

Table des matières

<i>Remerciements</i>	5
Gérard CHASTAGNARET, <i>Introduction</i>	7

Première partie :

Politique publique et croissance

Michel LESCURE, <i>Un Etat entre deux mondes. Finances publiques, dette et société en France (1870-1914)</i>	15
Gérard CHASTAGNARET, <i>Du bon usage de l'optimisme : une lecture française de la crise financière espagnole de 1898</i>	25
Francisco COMÍN, <i>La politique fiscale après la perte des colonies en 1898 : l'œuvre de Villaverde</i>	37
José María SERRANO SANZ, <i>La politique commerciale de la Restauration et la fin des colonies</i>	59
Renato CAMURRI, <i>Le tournant protectionniste de 1887 et la métamorphose de la bourgeoisie italienne</i>	77
Giorgio MORI, <i>Un passage imprévisible. L'Italie entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle, véritable miracle économique (1888-1907)</i>	103
Daniel GRANGE, <i>Finances publiques et politique coloniale en Italie à la fin du XIX^e siècle</i>	121
Caroline DOUKI, <i>Les retombées financières de l'émigration et le développement régional en Italie entre XIX^e et XX^e siècle</i>	131
Kostas KOSTIS, <i>Politiques financières, finances publiques et contrôle financier international en Grèce (1880-1898)</i>	147
Christos HADZIOSSIF, <i>Le discours sur la décadence et la réalité en Grèce au tournant du siècle</i>	163

Deuxième partie :

Dynamiques sectorielles

Carlos BARCIELA, <i>Aux alentours de 1898 : l'agriculture espagnole dans la conjoncture de la fin du siècle</i>	181
María Teresa PÉREZ PICAZO, <i>La question agraire et la nouvelle politique d'irrigation en Espagne au début du XX^e siècle</i>	191
Evi KAROUZOU, <i>L'agriculture grecque à la fin du XIX^e siècle : crise et adaptations</i>	217
Antonio ESCUDERO, <i>Extraction du minerai de fer et sidérurgie en Espagne dans la conjoncture de la fin du XIX^e siècle</i>	229
Gérard CHASTAGNARET, <i>Mines et régénération de l'Espagne : fausse solution et vrai problème</i>	251
Olivier RAVEUX, <i>La mécanique marine espagnole (1887-1909) : structuration et dynamisme d'une activité industrielle en temps de crise</i>	261
Carles SUDRIÁ, <i>L'Espagne dans la révolution technologique du changement de siècle : l'électricité</i>	277
Christine AGRIANTONI, <i>Mutations de l'industrie, fixations du politique</i>	291
Dominique BARJOT, <i>Les entrepreneurs français de travaux publics et l'équipement en infrastructures de base de l'Europe méditerranéenne (fin des années 1890 à 1914)</i>	301
Alet VALERO, <i>Tourisme fin de siècle : entre la découverte et les illusions</i>	319
Liste des auteurs	333
Table des matières	335